

# Canada

CHECK AGAINST DELIVERY  
VÉRIFIER AU PRONONCÉ

STATEMENT BY  
REBECCA HALL  
REPRESENTATIVE OF CANADA

TO THE FIRST COMMITTEE OF THE 63<sup>RD</sup> SESSION OF THE  
UNITED NATIONS GENERAL ASSEMBLY

NEW YORK, 23 OCTOBER 2008

---

DÉCLARATION DE  
REBECCA HALL  
REPRÉSENTANT DU CANADA

À LA PREMIÈRE COMMISSION DE LA 63<sup>E</sup> SESSION  
DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

NEW YORK, LE 23 OCTOBRE 2008

Mr. Chairman,

This year marks the 30th anniversary of the adoption of the Final Declaration of the first Special Session of the UN General Assembly on Disarmament. This landmark agreement established the UN's disarmament system that exists today. The impetus for such a broad mandate was to revitalize the international disarmament system.

In this vein, let us take a moment to imagine what the international disarmament regime would look like if it were a revitalized and optimally-performing machine.

First, we would see agreement in the Conference on Disarmament on a comprehensive program of work, which would be facilitated by abolishing the application of the consensus rule for procedural matters. In the CD we would see the resumption of promising Fissile Material Cut-Off Treaty negotiations and discussions on a strategy to prevent an arms race in outer space.

We would see previously agreed commitments implemented, such as the Principles and Objectives at the 1995 Review Conference and the 13 Practical Steps of the 2000 Review Conference. The Comprehensive Test-Ban Treaty would come into force, the International Monitoring System would become fully operational, and its verification network completed.

We would witness universal ratification of the NPT with renewed commitment to all three of its pillars. All States Parties would pursue effective disarmament negotiations in good faith. All Non-Nuclear-Weapon States would have brought into force a Comprehensive Safeguards Agreement and an Additional Protocol with the IAEA. And all States would cooperate openly to promote nuclear energy for peaceful purposes.

We would also see States assisting each other in strengthening their national legal frameworks and systems of export control to prevent the proliferation of weapons of mass destruction, pursuant to Security Council Resolution 1540. All States Party to the BTWC would prepare detailed, annual Confidence Building Measure submissions.

Here at the First Committee, Member States would submit regular, detailed reports on their implementation of key resolutions. States would focus on meaningful disarmament and non-proliferation measures, and they would view the security of others as integral to their own.

We would also have fewer resolutions. Older consensus resolutions that had served their purpose would be retired. Only resolutions that succinctly targeted pertinent international security issues would be tabled. Such resolutions would inspire meaningful debate; reveal where work on disarmament is most urgently

needed; offer new avenues for cooperative threat reduction; and highlight issues that demand our continued attention.

In short, we would see robust and focussed negotiation and debate that could be described as “effective, results-based multilateralism.”

Regrettably, the picture I have painted here does not mirror reality. For this reason, we must seriously consider both how to make better use of our existing disarmament regime, and explore alternative solutions, where progress in the traditional machinery has stagnated. We need look no further than the Ottawa and Oslo Processes to see that alternative approaches can and do succeed especially in the area of conventional weapons, where the traditional machinery has not served us well.

It would be wrong to imply that the disarmament “machine” is irretrievably broken, even if its results have not lived up to Canada’s expectations. Canada is encouraged by the progress made since 2004 to make First Committee a more effective forum for deliberation and discussion. While the outcome of the 2005 NPT Review Conference was a disappointment, there is cause for optimism about what can be achieved in 2010. We believe that the NPT can achieve “permanence with accountability,” especially if it is provided with the necessary support and infrastructure to leverage political will and maintain momentum between Review Conferences.

Mr. Chairman, together all states have collective ownership of our disarmament machinery. It is up to us to work to repair elements of the machinery that are not functioning, and add on features to address new challenges, in order to operate a system in which our differences can be reconciled, and our common goals realized.

Thank you.

Monsieur le Président,

Cette année, nous marquons le 30<sup>e</sup> anniversaire de l'adoption de la Déclaration finale de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le désarmement. Cette entente historique est à l'origine du régime de désarmement actuel aux Nations Unies. Par ailleurs, le mandat élargi énoncé dans la Déclaration répondait à la nécessité de donner une nouvelle impulsion à l'architecture internationale du désarmement.

Dans le prolongement de ces efforts, nous devons nous demander à quoi ressemblerait ce régime international si l'on s'attachait à le redynamiser et à l'optimiser.

Tout d'abord, la Conférence du désarmement s'entendrait sur un programme de travail élargi et, pour en faciliter l'exécution, renoncerait à appliquer la règle de l'unanimité pour les questions de procédure. Dans cette même enceinte, nous assisterions à une reprise des négociations prometteuses sur un traité d'interdiction de la production des matières fissiles, y compris des discussions sur une stratégie visant à prévenir une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique.

De même, les engagements souscrits antérieurement seraient suivis d'effet, notamment les Principes et Objectifs adoptés à la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) de 1995 ainsi que les 13 mesures concrètes issues de la Conférence d'examen du TNP de 2000. Le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICEN) entrerait en vigueur, le système de surveillance international deviendrait pleinement opérationnel, et la mise en place de son réseau de vérification aboutirait.

Nous serions également témoins de la ratification universelle du TNP et les parties s'engageraient de nouveau à en respecter les trois grands objectifs prioritaires. Tous les États parties participeraient, de bonne foi, à des négociations en vue d'un désarmement effectif. Tous les États non dotés d'armes nucléaires (ENDAN) veilleraient à l'entrée en vigueur d'un accord de garanties généralisées et d'un protocole additionnel, conclu avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Et tous les États coopéreraient dans la transparence afin de promouvoir l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Conformément à la résolution 1540 du Conseil de sécurité des Nations Unies, nous verrions des pays s'entraider pour renforcer leurs cadres juridiques et leurs systèmes de contrôle des exportations nationaux, afin de contrer la prolifération des armes de destruction massive. Dans la foulée, tous les États parties à la Convention sur les armes biologiques et à toxines prépareraient des mémoires détaillés et annuels sur les mesures de confiance.

Ici même, à la Première Commission, les États membres présenteraient des rapports réguliers et détaillés sur la mise en œuvre, à l'échelle nationale, de résolutions cruciales. Les pays se concentreraient sur des mesures de désarmement et de non-prolifération efficaces, et considéreraient leur sécurité comme tributaire de celle des autres.

De même, cela se traduirait par un moins grand nombre de résolutions. Les anciennes résolutions ayant déjà recueilli l'unanimité seraient radiées de l'ordre du jour, de sorte que seules y figureraient des résolutions extrêmement ciblées et pertinentes sur des enjeux liés à la sécurité internationale. De telles résolutions susciteraient un débat constructif; feraient ressortir les domaines où des efforts de désarmement s'imposent de toute urgence; ouvriraient de nouvelles possibilités de coopération pour réduire la menace; appelleraient l'attention sur des enjeux qui doivent rester dans notre ligne de mire.

Bref, cela donnerait lieu à des négociations ainsi qu'à des débats énergiques et ciblés, dignes d'un « multilatéralisme efficace, axé sur les résultats ».

Malheureusement, ce scénario n'est pas conforme à la réalité. À ce titre, nous devons examiner avec rigueur comment il est possible de mieux utiliser le régime de désarmement existant. Dans le même élan, nous devons envisager des solutions de rechange, notamment lorsque les mécanismes traditionnels sont au point mort. Sous ce rapport, il suffit de se tourner vers les processus d'Ottawa et d'Oslo pour s'apercevoir que d'autres voies sont possibles, notamment en ce qui concerne les armes classiques, une domaine où les mécanismes traditionnels sont de peu d'utilité.

Toutefois, il serait faux d'affirmer que la « machine » du désarmement s'est enlisée à tout jamais, et cela, même si ses résultats ne sont guère à la hauteur des attentes du Canada. C'est ainsi que notre pays salue les progrès réalisés depuis 2004 pour que la Première Commission devienne une instance de délibération et de discussion efficace. Et, si nous sommes déçus de l'issue de la Conférence d'examen du TNP de 2005, en revanche nous nous réjouissons d'avance à l'idée de ce qu'il sera possible d'accomplir en 2010. Nous sommes convaincus que le TNP peut s'inscrire « dans la permanence et le respect des responsabilités », notamment avec le soutien et l'infrastructure nécessaires afin de mobiliser la volonté politique requise, et de poursuivre sur notre lancée entre les Conférences d'examen.

Monsieur le Président, tous les pays, à titre collectif, sont parties prenantes à notre régime de désarmement. C'est pourquoi il nous incombe de remédier à ses lacunes, y compris d'y apporter des améliorations face à de nouveaux enjeux : il faut mettre en place un régime de nature à concilier les divergences, et qui permette l'atteinte de nos objectifs communs.

Merci.